

Plaidoyer pour une meilleure formation du personnel en uniforme de l'ONU à la prise en charge des VSS ET VSLC par Clémence Buchet-Couzy – Novembre 2023

Le 25 novembre marque la [journée mondiale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes](#), une journée qui reste encore aujourd'hui nécessaire, les femmes étant toujours les principales cibles de la violence et notamment des violences sexuelles et sexistes (VSS). Celles-ci sont particulièrement prégnantes dans les situations de conflits, comme souligné dans le rapport 2023 du Secrétaire général des Nations unies sur les violences sexuelles liés aux conflits (VSLC) ([S/2023/413](#)) mais aussi dans celui sur les femmes, la paix et la sécurité ([S/2023/725](#)). Les violences sexuelles seraient même en augmentation dans plusieurs pays en proie à un conflit, dont Haïti et la République démocratique du Congo.

La prévention et la protection contre les VSS sont au cœur de l'Agenda femmes, la paix et la sécurité (FPS) et ce dès sa résolution fondatrice en 2000 ([S/RES/1325](#)). Les opérations de paix (OP) des Nations unies sont de plus en plus chargées de protéger les civil·e·s et notamment contre les VSLC, ainsi aujourd'hui les trois missions francophones (MINUSMA, MINUSCA et MONUSCO) sont investies d'un mandat spécial du Conseil de sécurité pour les combattre. Les personnels des Nations unies, et en priorité les personnels en uniforme, sont souvent en première ligne, notamment en ce qu'ils sont amené·e·s à protéger mais aussi à interagir avec les survivant·e·s de VSLC. Une telle mission nécessite une formation et une préparation adéquates, ce que soulignent six des onze résolutions de l'Agenda FPS entre 2008 et 2019¹. Si le [Manuel](#) officiel pour les Missions des Nations unies sur la prévention et la lutte contre la VSLC, publié en 2020, préconise une « approche centrée sur les personnes survivantes », l'offre de formation en la matière reste bien en deçà des attentes, d'où des difficultés persistantes à prendre en charge de manière décente les survivant·e·s de VSLC.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda FPS, l'ONU demande aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police (PFCPP) d'inclure un aspect genre, qui aborde notamment l'enjeu des VSLC au sein de leur formation pré-déploiement. Le personnel en uniforme reçoit ensuite normalement une formation à son arrivée ainsi que des formations *ad hoc* tout au long de la mission et selon ses besoins.

Ces formations présentent de nombreuses lacunes. Concernant spécifiquement la formation préalable au déploiement, bien qu'elle soit censée être obligatoire, l'ONU n'a pas les moyens de vérifier si les PFCPP incluent concrètement un chapitre sur les VSLC. De plus, le contenu reste très disparate selon les PFCPP, chaque pays ayant sa propre compréhension des enjeux de genre, des VSLC et de leur importance. S'il est difficile de savoir le temps exact accordé aux VSLC dans les formations sur le genre, avant et après le déploiement, ces dernières s'avèrent souvent trop courtes, peu fréquentes et cloisonnées. Sur le terrain, les personnes ainsi déployées ont été formées et préparées de façon très différente à la lutte contre les VSLC et à la prise en charge des survivant·e·s de ces dernières, ce qui peut compliquer leur collaboration.

Sur le fond, ces formations sont également remises en question parce que trop théoriques, alors qu'elles devraient être plus concentrées sur les aspects pratiques avec des exercices comprenant des scénarios et des mises en situation. De plus elles restent souvent superficielles et incomplètes. Certaines ne mentionnent par exemple presque pas l'aspect psychosocial de l'engagement avec les

¹ Résolutions [1820](#) (2008), [1888](#) (2009), [1960](#) (2010), [2106](#) (2013), [2122](#) (2013) et [2467](#) (2019).

survivant·e·s qui est pourtant central, d'autres omettent d'évoquer le contexte spécifique à la mission prévue, ou encore de s'adapter plus précisément au public formé².

Par ailleurs, plus de femmes sont formées sur les VSLC que d'hommes³, alors que ces derniers sont largement majoritaires parmi le personnel en uniforme des OP, et donc en première ligne de la prise en charge des survivant·e·s. Cette tendance s'inscrit dans la lignée d'une autre : les femmes en uniforme se retrouvent très souvent en charge des personnes victimes de VSLC, qu'elles soient spécifiquement formées ou non pour cela. Cette pratique trouve ses sources dans des stéréotypes ; les femmes seraient naturellement douées d'écoute, d'empathie, de compassion et donc à même d'interagir avec les victimes de VSLC et de plus ces dernières qui sont en majorité des femmes iraient plus facilement vers d'autres femmes pour parler de ces sujets. Cette essentialisation des femmes est problématique et va à l'encontre de l'Agenda FPS. Aucune étude n'a su démontrer le fait que les survivant·e·s de VSLC se confient plus à des femmes en uniforme, cela dépend avant tout de la perception du personnel onusien sur le terrain et du degré d'engagement avec les populations locales. Par contre les études sur le sujet ont montré que femmes comme hommes ne sont pas assez préparé·e·s ni formé·e·s pour prendre en charge les survivant·e·s de VSLC⁴.

Enfin, un dernier aspect qu'il semble important d'aborder est le fait que les formations (avant et pendant le déploiement) sur les VSLC ne semblent pas aborder, ou alors de manière très marginale, l'impact potentiel que pourrait avoir la prise en charge des survivant·e·s de VSLC sur la santé mentale du personnel en uniforme. L'enjeu de la santé mentale du personnel des OP occupe une place croissante dans les discussions sur le maintien de la paix. C'est d'ailleurs un des thèmes de la Ministérielle d'Accra qui a eu lieu les 5 et 6 décembre et dont la [note conceptuelle](#) aborde l'importance des formations à ce titre.

[Clémence Buchet-Couzy](#) est chargée de recherche au GRIP et à l'Observatoire Boutros-Ghali depuis avril 2022.

² Pour plus d'informations sur les formations sur les VSLC dans le cadre des missions de l'ONU voir : RUSSO Jenna, [UN Peacekeeping and the Protection of Civilians from Sexual and GenderBased Violence](#), International Peace Institute, mai 2022. SPINK Lauren, « [Nous devons rompre le silence d'une manière ou d'une autre](#) » : [prévenir les violences sexuelles liées aux conflits dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU](#), Center for civilians in conflict, octobre 2020. RAZAKAMAHARAVO Velomahanina T. *et al.*, [Improving Gender Training in UN Peacekeeping Operations](#), Women in International Security Policy Brief, Février 2018.

³ MUNCH Ingrid et HOLVIKIVI Aiko, [Sauver le monde, une formation sur le genre à la fois](#), Note d'orientation 5 Opportunités pour les femmes dans le maintien de la paix, DCAF, Octobre 2021.

⁴ Voir à ce titre WILÉN Nina, « [Female peacekeepers' added burden](#) », *International Affairs* 96 :6, 2020.